

L'illusion de l'euro faible

Sylvie Goulard, 18 novembre 2013

La tentation de l'euro faible est la voie de la facilité qui détourne des nécessaires réformes.

Faire baisser l'euro pour accélérer la reprise et améliorer le commerce extérieur : telle est la demande qui, à intervalles réguliers, est adressée à la Banque centrale européenne (BCE), notamment en France. Ce qui est présenté comme un remède miracle ne serait qu'une bouffée d'oxygène qui, à terme, se retournerait contre le patient.

D'abord, l'effet d'une telle baisse ne jouerait que pour les exportations en dehors de la zone euro, soumises à un risque de change. Airbus, à l'évidence, peut souffrir de l'euro fort. Mais les exportations françaises ne se bornent pas à l'aéronautique dont les contrats sont libellés en dollars, face à un compétiteur américain. Le commerce à l'intérieur de la zone euro ne bénéficierait d'aucun avantage. En outre, les partisans de l'euro faible oublient en général de souligner le surcoût pour les importations d'énergie et de matières premières ; ils font également peu de cas de l'évolution des modes de production. De plus en plus de biens sont fabriqués dans des chaînes internationalisées où les multiples entrées et sorties du territoire national diminuent l'impact d'une monnaie faible à l'export.

BAS DE GAMME

Ensuite, ce positionnement consiste à miser sur des produits pour lesquels le consommateur est sensible au prix, c'est-à-dire plutôt le bas de gamme. C'est bien là le reproche le plus grave qu'on puisse faire aux partisans de l'euro faible. Rechercher une amélioration de notre balance commerciale à moindre effort ne produira pas d'effet durable. A terme, la France n'a aucun intérêt à se positionner sur des segments de marché où la concurrence des pays émergents est fatale. C'est la qualité, l'innovation technologique et la créativité qui garantiront durablement l'emploi en France, pas la manipulation de notre monnaie. C'est exactement la stratégie des Allemands qui, bien qu'exportant majoritairement vers le vaste monde, hors zone euro, refusent catégoriquement de jouer avec la monnaie. Quand le traité de Maastricht a été signé, leur position était connue : elle n'a pas changé. Contester aujourd'hui les règles du jeu donne l'impression de vouloir s'épargner des réformes structurelles, douloureuses, mais incontournables.

Et d'ailleurs, a-t-on la maîtrise du taux de change ? Depuis les années 70, ils sont fixés librement par les marchés. En inondant le monde de liquidités, les Américains sont assez peu coopératifs. Les Japonais ont opté eux aussi pour une attitude agressive. Les Européens seraient-ils « naïfs » de ne pas entrer dans la « guerre des monnaies » ? Ou est-ce au contraire une marque de sagesse de la BCE ? Mario Draghi est pragmatique : ses dernières décisions relatives aux taux d'intérêt ont un peu fait baisser l'euro. La BCE a fait sa part, aux politiques et dirigeants d'entreprise de créer les conditions de la croissance durable.